

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20190123-RAP-DAEN0059		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société LAFARGE Ciments Usine de Le Teil BP 5 07400 LE TEIL		S3IC 0061-02435 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Fabrication de ciment		
Date du contrôle : 11/12/2018		
Inspecteur(s) : Lionel ROUQUET		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle • Air, • Légionelles		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • TAR		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral n° 2005-334-11 du 30/11/2005 • Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des ICPE		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. DELQUIGNIES	LAFARGE Ciments	Responsable environnement
M. LEMERCIER	LAFARGE Ciments	Responsable Régional Qualité
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision 7 <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

1.1 – Suites données à la précédente inspection :

Les procédures de contrôle de la radioactivité susceptible d'être présente dans certains déchets ont été fournies à l'inspection de l'environnement.

1.2 Thèmes

• AIR

Sur l'année 2017, les rejets atmosphériques donnent lieu à quelques dépassements sur les paramètres suivants :

• Four B

Aucune anomalie significative n'est relevée.

• Four C

NH₃ : 41 jours non conformes pour une VLE à 30 mg/Nm³. Le passage à une VLE de 50 mg/Nm³ comme cela est proposé dans l'arrêté préfectoral complémentaire IED donnerait lieu à 10 journées non conformes.

NO_x : 11 jours non conformes (dépassements mineurs <530 mg/Nm³).

Ces dépassements sont dus :

- à la complexité chronique de réguler la conduite des fours avec une VLE NO_x de 500 et une VLE NH₃ de 30, notamment lors de variations brusques dans la journée. Une régulation avec une VLE de 50 mg/Nm³ devrait contribuer à diminuer le nombre de dépassements de la VLE ;
- à la fabrication du clinker spécial unique en France dit « HTS » qui demande une puissance calorifique supérieure ;
- aux phénomènes « pompes régulation ». Des modifications ont été réalisées pour prioriser le NH₃.
- à une panne d'injection d'air en mai qui a été réparée et modifiée pour augmenter la section d'injection.
- à des déséquilibres aérauliques dans les tours qui ont fait l'objet de nettoyage ;
- à des problèmes de pompes et bouchages entre cuve et aspiration pompe de l'urée. La pompe a été remplacée en octobre ;
- à un doute sur l'analyseur en octobre. De nouveaux réglages ont été réalisés avec le fournisseur ;

On note une nette amélioration après l'arrêt de four en novembre (15 jours) sur les mois suivants suite aux actions susmentionnées (pompe, nettoyage tour, nettoyage contre courant, calibrage analyseur).

COT : 11 jours non conformes (45 mg/Nm³ pour une VLE à 30 mg/Nm³)

Ces dépassements sont dus :

- à des teneurs élevés en carbone des matières alumineuse ou siliceuse relevée en **janvier**, juillet et octobre;
- Une étude qualité de l'air est en cours. L'exploitant souhaite demander une VLE de 50 mg/Nm³ en raison également d'un projet de valorisation énergétique de combustibles alternatifs susceptibles d'entraîner une augmentation du taux de COT dans les rejets atmosphériques.

- Tours aéroréfrigérantes

Données générales des installations

	Circuit 1
Tar 1 (kW)	1197
Tar 2 (kW)	1197
Puissance totale site (kW)	2,394 kW

Prestataires/Sous-traitants :

Société en charge du traitement :

- ALOES

Société en charge des prélèvements/analyses :

- PROTECLEA

Société en charge de la maintenance des installations :

- ALOES

M. COGNI

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <i>en souligné : non conformité majeure (selon AM DC)</i>	Contrôle	Conforme	A compléter	Non Conforme	Observations
Prescriptions générales : dossier installations classées							
4	1.4	-Vérification de la puissance maximale au regard de la puissance déclarée -Présence des pièces administratives (dossier de déclaration+récépissé de déclaration, demande d'enregistrement + dossier + AP enregistrement, APC), des prescriptions générales, des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation	C				
Implantation, aménagement et conception							
Règles d'implantation							
5.a	2.1.a	Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures	C				
5.b	2.1.b	L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé	C				
Conception							
12.II.a	2.5.2.a	Installation de refroidissement Implantation de l'installation permettant les accès aux parties internes, aux bassins, et aux parties hautes à la hauteur des rampes de pulvérisation de la tour dans les conditions de sécurité Conception visant absence de bras mort d'exploitation <u>Présence sur l'installation d'un dispositif ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit</u>	C				
12.II.c	2.5.2.c	<u>Présence sur la tour d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires</u>	C				système de suivi de chloration : capteur neuf.
12.II.d	2.5.2.a	Présentation pour chaque tour du document attestant du respect du taux d'entraînement vésiculaire < 0,01 %, pour les dévésiculeurs installés après le 1er juillet 2005					Nettoyage desinfection réalisé en 2017. Devesiculeurs changés cette année. Attestation demandée. En attente fournisseur.
22.IV	2.9	Aires et locaux de stockage Étanchéité des sols (par examen visuel : nature et absence de fissures) Capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues	C				
Surveillance de l'exploitation : nomination / formation							
23	3.1	<u>Présence d'un document désignant nommément le responsable de la surveillance de l'exploitation de l'installation</u>	C				

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <i>en souligné : non conformité majeure (selon AM DC)</i>	Contrôle	Conforme	A compléter	Non Conforme	Observations
23	3.1	Vérification de la présence et de la pertinence du contenu de formation pour les personnes impliquées dans l'exploitation, couvrant : - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles, - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement et moyens de surveillance), - les dispositions réglementaires (AM 14/12/13) <u>Présence d'un plan de formation précisant a minima :</u> - <u>la liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation</u> - <u>les dates et durée de formation de ces personnes</u> - <u>leur attestation de formation</u>		C			L'exploitant a intégré dans sa liste les sociétés intervenantes sur les TAR. Formation par ALOES. Recyclage 2016.
Connaissance des produits dangereux, étiquetage et état des stocks							
Connaissance des produits							
9	3.3	Présence des fiches de données de sécurité		C			
(8)	3.3	Présence et lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages		C			
État des stocks							
9	3.5	Présence du registre des stocks (nature et quantités) de produits dangereux Conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle à l'état des stocks indiqué sur le registre Absence dans l'atelier de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation		C			
Entretien préventif de l'Installation							
Dispositions générales							
26.1.1.a	3.7.1.1.a	<u>Présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins :</u> - <u>d'un an (Enregistrement)</u> - <u>de 2 ans (Déclaration)</u> - de 2 mois si changement de stratégie de traitement, si modification de l'installation ou si [Lp] > 100 000 ou 3 [Lp] consécutives > 1000		C			
		Vérification de la pertinence du contenu de l'AMR : - description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ; - <u>liste des facteurs de risque propres à l'installation, liés aux quatre paramètres que sont l'implantation, la conception, les différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques, les moyens de surveillance mis en œuvre ;</u> - échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.		C			
26.1.1.b et c	3.7.1.1.b et c	<u>Présence d'un plan d'entretien</u>		C			
26.1.1.b et c + 2.b	3.7.1.1.b et c + 2.b	Vérification de la pertinence du contenu du plan d'entretien et ses annexes : - <u>fiche de stratégie de traitement préventif</u> - <u>procédures d'entretien préventif, notamment procédure de nettoyage annuel et procédures de mise en œuvre du traitement préventif</u>		C			Manuel opératoire mise à jour en 2015.

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <u>en souligné : non conformité majeure (selon AM DC)</u>	Contrôlé	Conforme	À compléter	Non Conforme	Observations
26.I.1.b et c	3.7.I.1.b et c	Renseignement du carnet de suivi indiquant les <u>mesures d'entretien préventif réalisées</u>		C			
		Présence d'un plan de surveillance		C			
		Vérification de la pertinence du contenu du plan de surveillance : - <u>liste et définition des indicateurs de suivi avec leurs valeurs cibles et d'alerte</u> ; - <u>procédures d'entretien, de suivi et d'actions en cas de dérive, dont description des actions en cas de dérive de la concentration en Lp et des actions de désinfections précisant produits utilisés et quantités injectées</u>		C			
26.I.1.c	3.7.I.1.c	Vérification de la présence et de la pertinence du <u>contenu des procédures spécifiques d'arrêt immédiat de la dispersion, et procédures de gestion de l'installation à l'arrêt et de redémarrage</u>		C			
Entretien préventif							
		En cas de changement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, présence d'un justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour		C			
26.I.2.b	3.7.I.2.b	Traitement préventif (physique et/ou chimique) Fiche de stratégie de traitement préventif, jointe au plan d'entretien, visant la justification du choix des produits de traitement, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard de l'installation (matériau, volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques de l'eau à traiter (eau appoint, température, pH). Fiche mentionne produits de décomposition rejetés et concentrations associées		C			
		Fonctionnement du dispositif de purge		C			
Nettoyage préventif annuel par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin							
26.I.2.c	3.7.I.2.c	Renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel		C			
		Présence d'une procédure spécifique en cas d'utilisation d'un à jet d'eau sous pression pour le nettoyage		C			
		Présence le cas échéant de prescriptions dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'impossibilité de réaliser le nettoyage annuel		C			
Surveillance de l'installation							
Prélèvements en vue de l'analyse en Lp							
26.I.3.d	3.7.I.3.d	<u>Présence dans le carnet de suivi d'analyses des Lp selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées</u>		C			
26.I.3.a	3.7.I.3.a	<u>Fréquence d'analyses au minimum mensuelle pour les E / bimestrielle pour les D pendant la période de fonctionnement de l'installation</u>		C			

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <i>en souligné : non conformité majeure</i> <i>(selon AM DC)</i>	Contrôle	Conforme	A compléter	Non Conforme	Observations
26.I.3.b (al.1)	3.7.I.3.b	<u>Présence dans le plan de formation des éléments justificatifs relatifs à la formation des opérateurs réalisant les prélèvements</u>		C			
26.I.3.b (al.2)	3.7.I.3.b	Identification du point de prélèvement Point choisi tel que la qualité de l'eau soit la plus représentative du risque de dispersion et hors d'influence directe de l'eau d'appoint Si eau du circuit en contact avec process, point choisi le plus en amont possible de la dispersion (collecteur amont si possible)		C			
26.I.3.b (al.4)	3.7.I.3.b	Respect du délai de 48 heures minimum entre la réalisation d'un choc curatif biocide et le prélèvement					SO
26.I.3.e	3.7.I.3.e	Transmission des résultats à l'IIC sous 1 mois					Aucun dépassement n'est à signaler depuis 2013.
Actions à mener en cas de prolifération de Lp							
Actions à mener si la concentration mesurée en Lp >= 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431 d'avril 2006 (résultats provisoires confirmés ou définitifs)							
26.II.1.a	3.7.II.1.a	Présence d'une procédure d'arrêt immédiat de la dispersion via la ou les tours <u>Présence d'une procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en Lp est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau »</u> Vérification des actions menées : -Information immédiate de l'IIC par télécopie et courriel -Arrêt immédiat de la dispersion via application procédure correspondante, -Mise en place des actions curatives pour abattre [Lp]. -Recherche de la ou des causes de la dérive et mise en œuvre d'action correctives correspondantes, -Assurance d'absence de prolifération avant remise en service de la dispersion (remise en service pas de la responsabilité de l'IIC), -Si cause non identifiée, révision de l'AMR sous 15 jours		C			Précisé dans la procédure.
				C			
				C			
26.II.1.b	3.7.II.1.b	48 h < prélèvement Lp < 1 semaine après mise en œuvre des actions curatives et correctives					
26.II.1.c	3.7.II.1.c	Transmission des résultats à l'IIC dès que disponibles					

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <u>en souligné : non conformité majeure</u> <u>(selon AM DC)</u>	Contrôle	Conforme	A compléter	Non Conforme	Observations
26.II.1.d	3.7.II.1.d	Mise à jour de l'AMR et des plans d'entretien (+fiche stratégie traitement) et de surveillance en intégrant le facteur de risque à l'origine de la dérive et les mesures nécessaires à sa gestion (sous 2 mois ou 10 jours cf ci-dessous)		C			AMR révisée en décembre 2018. Suite à la révision de l'AMR, des actions sont prévues pour 2009.
26.II.1.e	3.7.II.1.e	Transmission à l'IIC du rapport global d'incident sous 2 mois, sous 10 jours si cas groupés de légionellose, délai à compter du jour du prélèvement de l'échantillon en dépassement. Exemple du rapport à annexer au carnet de suivi. Dépassement consigné dans tableau de suivi des dérives Mise à jour du tableau des dérives joint au carnet de suivi sur les actions engagées en application de cette procédure					
26.II.1.f et 26.IV	3.7.II.1.f et 3.7.IV	Présence d'un rapport de vérification (ou CP) réalisé dans les 6 mois suivant tout épisode de dépassement de 100 000 UFC/l en Lp					
26.II.1.g	3.7.II.1.g	S'assurer que l'exploitant a bien informé le préfet en cas d'arrêt immédiat impossible, avec propositions de mesures compensatoires imposées par APC					
Actions à mener si la concentration mesurée en Lp est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L							
26.II.2	3.7.II.1	<u>Présence de la procédure correspondante</u> , distinguant les dépassements ponctuels des dépassements multiples consécutifs					
26.II.2.a	3.7.II.1.a	Vérification des actions menées en cas de dépassement ponctuel -application de la procédure correspondante (actions curatives et correctives prévues), -48 h < prélèvement Lp < 1 semaine après mise en œuvre des actions curatives et correctives					
26.II.2.b	3.7.II.1.b	Vérification des actions menées en cas de dépassements multiples consécutifs Après 2 résultats consécutifs 1000 UFC/L < [Lp] < 100 000 UFC/L -actions curatives, recherche de cause de dérives, mise en place d'action correctives complémentaires pour traiter le facteur de risque identifié, -48 h < prélèvement Lp < 1 semaine après mise en œuvre des actions curatives et correctives Après 3 résultats consécutifs 1000 UFC/L < [Lp] < 100 000 UFC/L -information de l'IIC par télécopie et courriel (dates, concentrations mesurées, causes des dérives identifiées, actions curatives et correctives déjà mises en œuvre), -nouvelles actions curatives, -recherche à nouveau de cause de dérives, -nouvelles actions correctives, -révision de l'AMR en tenant compte du nouveau facteur de risque identifié, -bouclage du processus jusqu'à ce que [Lp] < 1000 UFC/L, -analyses de légionelles tous les 15 jours jusqu'à ce que [Lp] < 1000 UFC/L sur 3 mesures consécutives					Pas de dépassement à signaler depuis 2013.

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <i>en souligné : non conformité majeure (selon AM DC)</i>	Contrôle				Observations
			Conforme	A compléter	Non Conforme		
26.II.2.c	3.7.II.2.c	Mise à jour du tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi sur les actions engagées en application de cette procédure					
Actions à mener si le dénombrement des Lp selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente							
26.II.3	3.7.II.3	<u>Présence de la procédure correspondante</u>					
26.II.3.a	3.7.II.3.a	Vérification des actions menées Impossibilité ponctuelle -nouveau prélèvement immédiatement -actions curatives pour assurer [Lp] < 1000 UFC/L					
26.II.3.b	3.7.II.3.b	Impossibilité 2 fois de suite -sous une semaine : recherche des causes -actions curatives et/ou correctives pour assurer [Lp] < 1000 UFC/L					
	3.7.II.3	En cas de présence d'une flore interférente, mise à jour du carnet de suivi sur les actions engagées en application de cette procédure					
Mesures supplémentaire à prendre en cas de découverte de légionellose							
26.III	3.7.III	Si cas groupés, s'assurer des dispositions prises : -prélèvement immédiat, -désinfection curative de l'eau de l'installation, -charger le laboratoire d'expédier les souches de Lp isolées au CNR Lyon (demande au labo)					
Suivi de l'Installation							
26.IV.1	3.7.IV.1	Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou [Lp] > 100 000 UFC/L, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation (ou CP) par un organisme agréé					
26.IV.2	3.7.IV.2	<u>Présentation du carnet de suivi complet et tenu à jour</u> Contenu du carnet de suivi : -volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement, -quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année, -périodes d'utilisation et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu), -périodes d'arrêts complet ou partiels, -tableau des dérives constatées, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives, -dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi que Lp, -actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre), -vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs, -modifications apportées aux installations.					Fichier numérique : Gestion des stocks produits qualité de l'eau Consommation produits + consignes + Pb rencontres sur le réseau. Un bassin vidangé en mai 2018. Réparation fuite sur canalisation.

E	DC	Dispositions <i>en italique : dérogation fonction de l'antériorité</i> <u>en souligné : non conformité majeure (selon AM DC)</u>	Contrôle	Conforme	A compléter	Non Conforme	Observations
		<u>Présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour</u> Contenu des annexes : -plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques, -l'AMR et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle, -plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles, -plan de formation, -rapports d'incident et de vérification, -bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection, -résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Lp et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, -résultats de la surveillance des rejets dans l'eau.		C			Toutes les interventions ou actions sont consignées sur un carnet de suivi informatisé.
Bilan annuel							
Prélèvements d'eau et émissions dans l'eau							
Prélèvements d'eau							
29	5.1	Présence de dispositifs de mesure, totalisateurs		C			
		Présence d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée		C			
28.2	5.1	Qualité de l'eau d'appoint : - [Lp] < limite de quantification - MES < 10 mg/l		C			
Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée							
38 ou 39 + 60	5.5 et 5.9	<u>Présence des résultats des mesures des polluants : P, Fe, Pb, Ni, AS, Cu, Zn, THM, AOX (+ Cl et Br pour les Enregistrements), effectuées par un organisme agréé</u> Pour les D : fréquence annuelle Pour les E : fréquence trimestrielle pour AOX, Br et Cl – annuelle pour les autres polluants Présence des résultats des autres produits de décomposition des biocides (fréquence fixée par l'exploitant)		C			
38 ou 39 + 60	5.9	Présence des éléments justifiant que des polluants ne faisant pas l'objet de mesures périodiques ne sont pas émis par l'installation		C			
27 + 38 ou 39	5.5.d	Conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables		C			VLE peuvent être revues à la baisse afin de respecter les NQE (art 27 pour les E)
38 ou 39	5.4	Présence des mesures ou de l'estimation du débit d'eau prélevé		C			

Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

- Légionelles

Suite aux échanges avec l'exploitant pendant l'inspection, il est convenu que le nombre de personnes recevant l'information « dépassement 100 000 UFC/L » est élargie au directeur du site.

- Rejets atmosphériques

On note une amélioration pour 2018. Toutefois l'exploitant doit poursuivre ses efforts en vu de respecter les Valeurs Limites d'Emissions. La régulation du couple NOx / NH3 avec une VLE rehaussée à 50 mg/Nm3 pour l'ammoniac (NH3) suite au réexamen de l'autorisation dans le cadre de la directive IED devrait être facilitée et contribuer à une amélioration de la conformité des émissions de ces 2 paramètres.

L'exploitant fera figurer, dans ses rapports mensuels des émissions atmosphériques, les concentrations atteintes lors des dépassements journaliers.

Signature de l'inspecteur

le **31 JAN. 2019**

L'inspecteur de l'environnement



Lionel ROUQUET.

Approbateur

le **31 JAN. 2019**

Pour la directrice,
L'adjoint au chef de l'unité inter-
départementale


Boris VALLAT.